



Réseau Nigérien de Suivi et Evaluation
(ReNSE)

PLAIDOYER POUR UN APPUI INSTITUTIONNEL AU ReNSE (PAIR)

PLAN D' ACTIONS 2013

**PARTICIPATION A LA CONSOLIDATION DES ACQUIS
DE L' EVALUATION AU NIGER**

Web site: www.rense-niger.org - Email: contact@rense-niger.org

Réseau Nigérien de Suivi et Evaluation

Stade Général Seyni Kountché Porte 10 77

BP: 124, Niamey-Niger - Tel. : (227) 20 72 50 15/ 96 97 67 56 / 90 32 47 84

Table des matières

I.	INTRODUCTION	4
II.	LE CONTEXTE NATIONAL	4
A.	Bref aperçu du suivi évaluation au Niger.....	4
B.	Réseau Nigérien de Suivi-Evaluation(ReNSE)	5
III.	LE CONTEXTE INTERNATIONAL.....	6
A.	AfCOP : Communauté Africaine des Praticiens et apprenants de la Gestion Axée sur le Résultats	7
B.	CLEAR : Centre de Formation sur l'Évaluation des Résultats	8
C.	Partenariat de Busan : Partenariat de Busan pour une Coopération Efficace	9
D.	L'Initiative EvalPartners (International Evaluation Partnership Initiative to promote Civile Society Evaluation Capacities)	11
E.	Le RFE (Réseau Francophone de l'Évaluation)	12
IV.	JUSTIFICATION DU PLAIDOYER POUR UN APPUI INSTITUTIONNEL AU ReNSE (PAIR).....	13
A.	Un environnement favorable au développement de l'évaluation au Niger et les opportunités des initiatives internationales en évaluation.	13
B.	La contribution du ReNSE pour relever les défis de l'institutionnalisation du ReNSE	13
C.	Les performances du ReNSE handicapées par un faible fonctionnement du cadre institutionnel.....	14
V.	LE PLAN D'ACTION DU ReNSE.....	16
A.	Objectifs et résultats attendus du PAIR.....	16
1.	Objectifs visés	16
2.	Produits attendus :	16
B.	Activités prévues :	16
C.	Stratégie et modalités de mise en œuvre	17
D.	CALENDRIER ET BUDGETS.....	17

LE MOT DU COORDONNATEUR DU ReNSE

Ce document s'adresse aux partenaires nationaux et internationaux intéressés ou préoccupés par la prise en compte du Suivi Evaluation comme outil indispensable à l'atteinte des résultats et à l'amélioration de la performance.

Le ReNSE propose humblement, à travers ce document, les pistes de partenariats dont la concrétisation aura, sans nul doute, des effets positifs quant à la transparence, à l'aide à la décision et à la redevabilité dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

A la lecture de ce document, vous constaterez que les contextes, aussi bien national qu'international, sont très favorables à la consolidation des acquis et au développement de la culture de l'évaluation au Niger. En effet :

- au niveau national, il s'agit de la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) qui se fonde sur le suivi évaluation ;
- et au niveau international plusieurs initiatives offrent des opportunités dont la concrétisation au niveau national contribuera sans nul doute la mise en œuvre efficace du PDES, en matière de suivi évaluation. Il s'agit, entre autres, de :
 - AfCOP : Communauté Africaine des Praticiens et apprenants de la Gestion Axée sur le Résultats ;
 - CLEAR: Centre de Formation sur l'Evaluation des Résultats ;
 - Partenariat de Busan : Partenariat de Busan pour une Coopération Efficace ;
 - EvalPartners : Initiative Internationale pour le Partenariat en Evaluation (Vers le renforcement des Capacités en Evaluation de la Société Civile).
 - RFE : Réseau Francophone de l'Evaluation

Le ReNSE ambitionne donc, d'apporter sa modeste contribution, avec l'appui des acteurs nationaux (étatiques et non étatiques) et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), en jouant le rôle d'interface entre une demande en évaluation (en constante progression) et une offre en évaluation qui, bien que volontariste, a besoin du soutien des uns et des autres.

GADO BOUREIMA
Coordonnateur du ReNSE

I. INTRODUCTION

Les institutions étatiques du Niger n'échappent pas à la donne actuelle de prise de conscience de la nécessité d'introduire la fonction suivi-évaluation, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, afin de mesurer l'atteinte ou non des résultats escomptés. En effet, les changements profonds survenus à l'échelle mondiale dans la gestion publique permettent à une multitude de forces, internes et externes d'associer leurs efforts pour rendre les gouvernements et les organisations plus redevables envers leurs partenaires nationaux et internationaux. Les sources récentes de ces changements sont, entre autres, l'atteinte des OMD et la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Il se dégage de la part des acteurs nigériens, aussi bien étatiques que non étatiques, une tendance lourde où l'évaluation se place de plus en plus au cœur des processus de décision en vue d'une organisation et d'un fonctionnement performants. Le principal souci de ces acteurs apparaît donc être le développement progressif de la pratique de l'évaluation en vue de la rendre systématique.

II. LE CONTEXTE NATIONAL

A. Bref aperçu du suivi évaluation au Niger

Au Niger, la dimension suivi évaluation est allée de pair avec la planification adoptée au lendemain de l'indépendance. Ainsi, tandis que les premiers plans de développement mentionnent la prise en compte de cette dimension, celle-ci se retrouve en bonne place dans les différents programmes d'ajustement structurel (PAS) qui vont évoluer vers les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) avec la conception et la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation en constante amélioration. Aujourd'hui, le suivi évaluation est une composante à part entière du Plan de Développement Economique et Social PDES 2012 – 2015.

A titre illustratif, pour confirmer cette volonté, il est écrit au point 4.4 « Modalités de Suivi – Evaluation » du PDES 2012 - 2015, que « Le dispositif de suivi et évaluation du PDES s'inspirera des acquis et des enseignements tirés de la mise en œuvre de ceux de la SDRP et des stratégies sectorielles. Fondé sur les principes de la Gestion Axée sur les Résultats de développement (GAR), il permettra la production d'informations fiables en vue d'opérer les choix adéquats en matière de politiques générales, de concevoir les stratégies sectorielles appropriées, de mieux suivre l'évolution des actions entreprises, de mettre en évidence les résultats stratégiques et sectoriels atteints et de garantir une utilisation efficiente et efficace des ressources publiques. »

B. Réseau Nigérien de Suivi-Evaluation(ReNSE)

Le contexte du suivi Evaluation au Niger est assez marqué par l'existence du **ReNSE** qui a été créé en août 1999 dans le cadre d'un processus africain de constitution de réseaux nationaux intégré dans un processus de constitution d'une communauté mondiale de suivi et évaluation.

De 1999 à 2009, le ReNSE a fonctionné sous un format informel sous l'égide d'un comité de coordination et de sept groupes de travail (éducation, pauvreté/vulnérabilité, santé/SIDA, Environnement/gestion des ressources naturelles, gouvernance, méthodologie, NTIC) dont les membres proviennent aussi bien des structures gouvernementales que non étatiques, nationales et internationales.

Suite à l'AG constitutive de juillet 2009, la formalisation du ReNSE est intervenue par Arrêté N° **0566/MISD/AR/DGAPJ/DLP du 30 août 2010** autorisant le Réseau Nigérien de Suivi – Evaluation (ReNSE) à exercer ses activités au Niger. Les textes fondamentaux du ReNSE prévoient des organes tels que le Comité de Coordination (CC), le Comité Scientifique (CS), les Groupes Thématiques (GT), la Réunion Elargie (RE), le Cadre de Concertation avec les Partenaires (CCP), les Points Focaux Régionaux (PFR) et le Secrétariat Permanent(SP).

Le ReNSE a obtenudes résultats significatifs en matière de suivi évaluation au Niger. Les plus importants sont certainement :

- la mobilisation d'une adhésion de près de 300 membres,
- le partage de plus de 120 thématiques,
- l'appropriation plus ou moins affirmée des outils de suivi évaluation par au moins 150 personnes ;
- près de 500 participants nationaux mobilisés pour la 4^{ème} conférence de l'AfrEA,
- la participation très appréciée lors des grands forums de discussion sur l'évaluation, avec comme corollaire une renommée dans les milieux de l'évaluation tant en Afrique que dans le monde.

Ainsi, en une vingtaine d'années d'existence, le ReNSE a contribué, à travers ses divers ateliers de sensibilisation et de formation, à une meilleure perception de l'évaluation par les différents acteurs de développement, caractérisée par :

- une prise de conscience du suivi-évaluation comme outil de pilotage de l'action publique;
- la mise en place progressive de structures en du suivi-évaluation comme dans les départements ministériels sectoriels et autres structures étatiques ;

- l'ouverture du suivi et évaluation aux programmes sectoriels et à la société civile.
- l'intension affirmée de plusieurs acteurs de développement de procéder à l'évaluation, aussi bien des ressources que des résultats de développement.

Lors de l'élaboration du PDES en 2012, le **Réseau Nigérien de Suivi-Evaluation(ReNSE)**, a eu à assurer le rôle de Vice-président du Groupe thématique Suivi – Evaluation. Le ReNSE occupera certainement la place qui lui revient, entant qu'organisation de la société civile active en évaluation, dans la mise en œuvre du PDES.

III. LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ont toujours été aux côtés du ReNSE, apportant à un moment à un autre, leur concours à la promotion de l'évaluation au Niger. Sans être exhaustif, on peut citer : le PNUD, l'UNICEF, CARE INTERNATIONAL Niger, Service de Coopération et d'Action Culturelle près l'Ambassade de France à Niamey – SCAC, International Plant Genetic Resources Institute (IPGRI), Banque Africaine de Développement – BAD, Banque Mondiale – BM, IRD Niger, Société Française d'Évaluation – SFE, Organisation Intergouvernementale de la Francophonie – OIF, , Groupement des aides privées, SNV Niger (Coopération Hollandaise), GIZ Niger (Coopération Allemande), CRDI – Canada, Association Américaine d'Évaluation – USA, W.K. Kellogg Foundation – USA, Kluwer Academic Publishers.

Aujourd'hui, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques se fondent principalement sur les **Engagements de Partenariat de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (DP)** dont l'appropriation et le leadership constituent les facteurs déterminants pour l'atteinte des résultats de développement. Et la prise en compte de la fonction évaluation s'avère, alors, fondamentale. Par conséquent, les pays bénéficiaires doivent s'approprier et conduire leurs propres systèmes d'évaluation, tandis que les donateurs et les organisations internationales doivent soutenir et appuyer le développement durable des capacités en évaluation.

C'est dans ce contexte que la mise en œuvre de la Déclaration de Paris devient la source d'inspiration de plusieurs initiatives internationales auxquelles participe l'Association Africaine d'Évaluation (AfrEA) dont le ReNSE est membre. Ces initiatives, qui comportent toutes une importante dimension Evaluation, sont :

- **AfCOP** : Communauté Africaine des Praticiens et apprenants de la Gestion Axée sur le Résultats ;
- **CLEAR**: Centre de Formation sur l'Évaluation des Résultats ;

- **Partenariat de Busan** : Partenariat de Busan pour une Coopération Efficace ;
- **EvalPartners** : Initiative Internationale pour le Partenariat en Evaluation (Vers le renforcement des Capacités en Evaluation de la Société Civile).
- **RFE** : Réseau Francophone de l'Evaluation

A. AfCOP : Communauté Africaine des Praticiens et apprenants de la Gestion Axée sur le Résultats

Les Communautés régionales des Praticiens et apprenants de la Gestion sur les Résultats de Développement - GRD (CoP) sont une émanation de l'Initiative d'apprentissage mutuel née à partir de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Elles sont au nombre de trois de par le monde : (CoP Asie (2005), CoP Amérique Latine (2006) et **CoP Afrique (2007) dénommée AfCoP**.

La CoP Niger, créée en 2008, fut l'une des premières à voir le jour. Elle a été très active en organisant des ateliers de formation et une semaine nationale en 2010. Plusieurs membres du ReNSE y ont pris part.

AfCoP va mettre en œuvre, à partir de 2013, **le projet AfriK4R – l'Afrique pour les Résultats** qui vise à renforcer les systèmes de gestion, afin de bâtir des Etats et Institutions efficaces et orientés vers les résultats, **le cadre de l'action est basé sur six piliers : le leadership, la planification, la budgétisation, la mise en œuvre, le suivi évaluation et la redevabilité**. L'AfCOP déploie des efforts pour mettre en place des déclinaisons sous régionales et nationales avec trois types de plateformes pour : les parlementaires, l'administration publique et les acteurs non étatiques.

Le processus AfCoP – CoP Sous régionales – Cop nationales et leurs plateformes est principalement soutenu par le Groupe de la Banque Africaine de Développement qui associe des partenaires comme l'ACBF (Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique), etc. D'autres partenaires internationaux sont associés aux activités des différentes CoP selon les besoins et les circonstances (UEMOA, COMESA).

L'AfREA étant membre du comité consultatif de l'AfCoP, le ReNSE aura un rôle appréciable à jouer aux côtés de la CoP Niger.

B. CLEAR : Centre de Formation sur l'Évaluation des Résultats

CLEAR (Centre de Formation en Evaluation des Résultats – Center for Learning on Evaluation and Results) est une initiative globale dont l'objectif est d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de suivi et d'évaluation et en gestion axée sur les Résultats (GRD).

Le programme reçoit le soutien de plusieurs donateurs et a son siège dans le bureau du Groupe indépendant d'évaluations de la Banque mondiale. CLEAR est pris en charge par la Banque Africaine de Développement; la Banque Asiatique de Développement; la Banque interaméricaine de développement, le Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique; la Fondation Rockefeller; l'Agence Suédoise de Développement International; le Département du Royaume Uni pour le Développement International et la Banque mondiale.

CLEAR répond à la demande croissante de la part des gouvernements pour une aide de renforcement des capacités en S&E et en GRD appliquées ainsi que la disponibilité actuelle des services régionaux pertinents. CLEAR comporte deux composantes que sont :

- Les centres régionaux chargés de fournir de la formation de l'assistance technique et des travaux d'évaluation en pratique dans la région ;
- L'apprentissage global visant à renforcer des connaissances pratiques en matière de S&E et GDR dans les régions, avec une analyse en ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas et pourquoi.

Pour matérialiser ses offres, CLEAR a sélectionné de façon compétitive avec des critères transparents des Institutions académiques pour accueillir les centres en Asie du Sud, en Asie-Pacifique, en Amérique Latine et en Afrique. **Ainsi le Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) en collaboration avec 2iE basé au Burkina Faso (opérationnel à partir de 2012), a été sélectionné pour abriter le centre CLEAR de l'Afrique francophone, l'Université de Witwatersrand à Johannesburg en Afrique du Sud pour accueillir le centre de l'Afrique anglophone.**

Les centres CLEAR mettront l'accent sur les services de suivi et évaluation(S&E) et de gestion axée sur les résultats de développement(GRD) notamment : **la formation, les services de conseil, l'Évaluation et Innovation.**

Le ReNSE va s'employer à jouer le rôle d'interface, afin que les acteurs nationaux de l'offre d'évaluation (UAMD, ENAM, ISEP, LASDEL et autres institutions d'évaluation) saisissent les opportunités qu'offre CLEAR.

C. Partenariat de Busan : Partenariat de Busan pour une Coopération Efficace

Plus de 3 000 délégués se sont réunis à Busan, en Corée, du 29 novembre au 1er décembre 2011, à l'occasion du Quatrième Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide (HLF-4). L'objectif était d'examiner les progrès sur l'application des principes de la Déclaration de Paris et d'identifier comment maintenir la pertinence de l'efficacité de l'aide dans un contexte de développement en constante évolution.

Busan a permis la prise en compte dans le partenariat global, d'acteurs tels que la société civile et les parlements, ainsi que l'intégration de thèmes transversaux comme les droits humains.

Ainsi, un tournant essentiel dans la coopération pour le développement a été pris avec l'adoption du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement – résultat d'une collaboration entre ministres des pays développés et en développement, les économies émergentes, les fournisseurs de la coopération Sud-Sud et triangulaire et la société civile.

Busan a également permis de formuler les « Building Blocks » (initiatives volontaires pour aller plus loin), ci-dessous, dans le cadre du Partenariat Global : Résultats et Redevabilité, Transparence, Renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité dans les situations difficiles, Coopération sud-sud et coopération triangulaire au service du développement durable, les Etats fragiles, le financement climatique, des institutions et des politiques efficaces, le secteur privé, combattre la corruption et les flux illicites.

Pour tous ces « Building Blocks », les participants à Busan soulignent donc, qu'entre autres actions à entreprendre, il s'agit : « d'intensifier nos efforts pour obtenir des résultats tangibles et durables. A cette fin, nous devons mieux gérer, suivre évaluer et faire connaître les progrès réalisés, accroître notre soutien, renforcer les capacités nationales, et mobiliser diverses ressources et prendre des initiatives propres à produire un effet de levier sur les résultats en matière de développement.

Pratiquement tous les pays et territoires du monde sont parties prenantes du Partenariat Global de Busan. Quant aux organisations internationales ayant adhéré à ce partenariat leur liste se trouve ci-dessous, à titre illustratif de l'importance accordée à la mise en œuvre des « Building Blocks » de l'après Busan.

International Organizations adhering to the Busan Partnership for Effective Development Cooperation

Abu Dhabi Fund for Development	African Capacity Building Foundation
African, Caribbean and Pacific Group of States (ACP)	African Development Bank
African Union Commission	Arab Bank for Economic Development in Africa
Arab Fund for Economic and Social Development	Asian Development Bank

Asia-Pacific Economic Cooperation Support Fund	Association of Southeast Asian Nations (ASEAN)
Better Aid	Bill and Melinda Gates Foundation
Black Sea Trade and Development Bank	Business and Advisory Committee to the OECD
Caribbean Community (Caricom)	Caribbean Development Bank
Commonwealth Secretariat	Central American Bank for Economic Intergration (CABEI)
COMESA	Consultative Group to Assist the Poorest (CGAP)
Development Gateway	European Investment Bank (EIB)
GAVI Alliance	Global Environment Facility
Global Partnership for Education	Global Fund to Fight Aids, Tuberculosis and Malaria
Inter-American Development Bank	International Fund for Agricultural Development (IFAD)
Inter-Parliamentary Union	International Committee of the Red Cross (ICRC)
International Business Leaders Forum	International Federation of the Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC)
International Monetary Fund (IMF)	International Vaccine Institute
Islamic Development Bank	Kuwait Fund for Arab Economic Development
Learning Network on Capacity Development (LenCD)	New Partnership for Africa's Development (NEPAD)
Organización de Estados Iberoamericanos	OPEC Fund for International Development
Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)	Organization of Eastern Caribbean States (OECS)
Organisation internationale de la Francophonie	Pacific Islands Forum Secretariat
Regions United - Forum of Global Associations and Regions (ORU/FOGAR)	Saudi Fund for Development
UN Global Compact	United Cities and Local Governments (UCLG)
United Nations Development Group (UNDG)	United Nations International Strategy for Disaster Reduction
World Business Council for Sustainable Development	World Bank

D. L'Initiative EvalPartners (International Evaluation Partnership Initiative to promote Civile Society Evaluation Capacities)

Conformément aux principes du Partenariat de Busan (Décembre 2011), les Organisations de la société civile peuvent et doivent jouer un rôle important de plaidoyer pour la transparence et la redevabilité. A cet effet, il s'avère nécessaire de renforcer les capacités en évaluation des OSC non seulement au niveau de la demande mais aussi de l'offre. Pour concrétiser cette idée, l'UNICEF et de l'IOCE (Organisation Internationale pour la Coopération en évaluation) ont proposé à d'autres PTF de joindre leurs efforts pour créer, à partir de janvier 2012, **l'Initiative EvalPartners (International Evaluation Partnership Initiative to promote Civile Society Evaluation Capacities - Initiative de Partenariat International pour promouvoir les Capacités en Evaluation de la Société civile)**.

L'objet de EvalPartners est de capitaliser et partager les expériences et les bonnes pratiques en évaluation relatives aux thématiques de : l'environnement favorable, de l'équité du genre, au cadre institutionnel et organisationnel des OSC, ainsi que le renforcement des capacités des membres et évaluateurs.

Des Partenaires Techniques et Financiers de EvalPartners : UNICEF, IOCE, Ministry of Foreign Affairs, Finland, Better Evaluation, The World Bank, CLEAR, CRDI (Canada), PNUD, UNEDAP, UNEG (United Nation Evaluation Group), UN Women, UN Volunteers, Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), OCDE/OECD, Rockefeller Foundation, African Development Bank Group (BAD), Australian Agency for International Development (AusAID), IPDET (Canada), PACT Better Evaluation, AGDEN.

La plupart des associations régionales ou thématiques actives en évaluation, de part le monde sont parties prenantes AfREA (Association Africaine de l'Évaluation), American Evaluation Association (AEA), Australian Evaluation Society INC, Canadian Evaluation Society, European Evaluation Society, EVALMENA, IPEN, ReLAC, Claremont Graduate University, ECDG, FBE (Des Ressources pour l'Éducation – Des Repères pour l'Action).

Pour lancer ses activités, EvalPartners a organisé à Chiang Mai (Thaïlande), du 3 au 6 décembre 2012, un Forum International sur les capacités en évaluation de la Société Civile. Le ReNSE a été retenu pour présenter, au cours de deux sessions, une étude de cas intitulée : « **La contribution du ReNSE au développement du Niger dans un contexte démocratique et de décentralisation** ».

- Session 9C : Renforcer les capacités institutionnelles : « Le Cas du ReNSE, victime du paradoxe du « Wait and See » de la part de deux acteurs/partenaires importants ;
- Session 4 : Le rôle des OSC utilisant les avantages de l'Évaluation pour influencer les politiques publiques : « L'institutionnalisation de l'évaluation au Niger ».

Enfin, le ReNSE figure parmi les premiers signataires de la Déclaration de Chiang Mai, et a démontré sa volonté et ses capacités à participer à l'initiative EvalPartners.

E. Le RFE (Réseau Francophone de l'Evaluation)

Le Réseau Francophone de l'Evaluation (RFE) a été fondé à l'occasion de la signature de la Déclaration de Strasbourg (Juillet 2008, ci-jointe) qui posait les bases d'une volonté de coopération entre plusieurs sociétés et réseaux francophones de l'évaluation, et qui visait notamment à :

- développer entre elles une coopération active sous toutes ses formes ;
- constituer un corpus théorique et technique accessible en langue française ;
- consolider l'offre francophone d'évaluation des politiques publiques.

Après cinq années d'échanges et de fonctionnement informel auxquels le ReNSE a activement pris part, le RFE a décidé de s'institutionnaliser début 2013, au terme d'un processus de relance qui a mobilisé ses adhérents tout au long de l'année 2012. Les Assises du RFE, tenues les 26 et 27 février 2013 au siège de l'OIF (Paris), constituent le lancement officiel du réseau et sa constitution en tant qu'association.

La première journée de ces Assises a été l'occasion de valider le travail entrepris depuis Strasbourg et de donner une structure juridique au RFE. Les statuts de l'association ont été adoptés par les représentants des 16 réseaux, sociétés, associations francophones d'évaluation. Les démarches sont désormais en cours pour procéder à l'enregistrement de celle-ci auprès des autorités concernées.

Outre l'adoption des statuts, les 16 délégations présentes ont échangé, débattu et adopté le Plan Stratégique Triennal du RFE. Ce dernier s'articule autour de 4 axes :

- Portail francophone d'évaluation et stratégie de mutualisation et diffusion
- Formation en direction des décideurs
- Forum International Francophone de l'Évaluation à Dakar (2014)
- Pérennisation du RFE

Il a également été procédé à l'élection des organes de gouvernance du RFE, à savoir l'élection des membres du Conseil administration et celle des membres du Bureau exécutif.

Le ReNSE participera activement à la préparation du Forum International Francophone de l'Évaluation à Dakar (2014). Il va apporter sa contribution à la formulation et la mise en œuvre de la thématique « Formation à l'attention des responsables politiques et administratifs », afin que ces derniers s'approprient des outils de l'Evaluation et les mettent en application, chacun en ce qui le concerne.

IV. JUSTIFICATION DU PLAIDOYER POUR UN APPUI INSTITUTIONNEL AU ReNSE (PAIR)

A. Un environnement favorable au développement de l'évaluation au Niger et les opportunités des initiatives internationales en évaluation.

Au regard du contexte national et international décrits ci-dessus, il s'avère que les questions de suivi évaluation occupent une place centrale dans la mise en œuvre des politiques publiques au Niger qui est également partie prenante aux diverses initiatives internationales de GRD (Gestion pour les Résultats de Développement). A cet effet, l'existence du plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012 – 2015, élaboré selon l'approche GRD, constitue une opportunité et un avantage pour le Niger quant à la participation effective de tous les acteurs et partenaires à la mise en œuvre du PDES.

Dans ces conditions, il est donc tout à fait logique de s'attendre à ce que le **Réseau Nigérien de Suivi-Evaluation(ReNSE)**, qui a eu un rôle à jouer lors de l'élaboration du PDES (Vice-président du Groupe thématique Suivi – Evaluation), se positionne pour occuper, dans la mise en œuvre du PDES, la place qui lui revient en tant qu'organisation de la société civile active en évaluation. Au contexte national, il faut ajouter les opportunités offertes par les initiatives internationales (AfCOP, CLEAR, partenariat de Busan, EvalPartners et REF), justifiant pleinement un déploiement volontariste et dynamique du ReNSE.

B. La contribution du ReNSE pour relever les défis de l'institutionnalisation du ReNSE

La mise en œuvre des engagements de la Déclaration de Paris Déclaration (et ses initiatives subséquentes) articulée à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) placent le Niger dans une situation où il s'avère nécessaire de relever les défis ci-dessous, en matière de suivi évaluation, pour une réalisation adéquate des résultats du PDES. Il s'agit de :

- **Le portage de la dimension évaluation (leadership) au niveau gouvernemental**, afin que la dimension suivi évaluation soit une réalité dans la forme (existence formelle de structures en charge du S&E dans l'administration) et dans le fond (structures en charge du S&E capables de remplir leurs fonctions avec les outils appropriés).
- **L'adoption de la Politique Nationale de l'Evaluation (PNE)** dont un projet de texte existe et a fait l'objet de validation au niveau technique, mais qui reste en veilleuse pour une adoption au niveau réglementaire ou au niveau législatif).
- **La constitution d'une masse critique d'institutions de la République**, convaincues de la nécessité de l'évaluation, tant au niveau de la demande (administration centrale et

décentralisée, parlement, cour des comptes, CSOC, HCME, etc) que de l'offre (Universités, ENAM, ISEP, LASDEL et autres).

- **L'application de la loi N° 2011-20 du 8 août 2011** déterminant l'organisation générale de l'administration de l'Etat et fixant ses missions, dont plusieurs articles font mention de la Gestion axée sur les Résultats (GAR) et le suivi – évaluation.
- **Les conditions nécessaires à l'accroissement de l'offre d'évaluation** dans le développement d'un partenariat avec les institutions de formation et de renforcement des capacités en général (UAMD, ENAM, LASDEL, ISEP).

La contribution du ReNSE pour relever ces défis s'articulera autour des points suivants :

- La stimulation des partenariats avec : les acteurs gouvernementaux et étatiques, les partenaires techniques et financiers (PTF), les acteurs non étatiques (société civile et secteur privé) et institutions de formation.
- L'élargissement de l'appropriation des outils de l'évaluation aux institutions de la république (ministère, parlement, court de compte, CSOC).

C. Les performances du ReNSE handicapées par un faible fonctionnement du cadre institutionnel

Avant la formalisation du ReNSE, ce sont les structures locales des partenaires techniques et financiers (PTF) qui supportaient le fonctionnement du Secrétariat Permanent (ressources humaines, matérielles et financières) à travers leurs appuis au gouvernement du Niger destinés aux organisations de la société civile (Ex : UNCEF, PNUD).

Depuis 2010 qu'il est formalisé, le ReNSE se prend en charge par la location de bureau et l'abonnement régulier à la connexion internet ADSL, ainsi que d'autres frais inhérents au fonctionnement. Au regard de la modicité des ressources financières du ReNSE, les membres du Comité de Coordination se partagent, tant bien que mal les tâches du secrétariat Permanent avec leur matériel informatique personnel, celui du ReNSE étant obsolète, car il s'agit de la récupération.

Une telle situation handicape énormément la performance du ReNSE qui a pourtant l'ambition, à travers la mise en œuvre de son plan stratégique en préparation, d'étendre ses activités non seulement à plus d'institutions étatiques (parlement, cour des comptes, conseil économique et social, sans oublier l'administration centrale et les autres organisations de la Société Civile), mais aussi de répondre aux dispositions statutaires qui prévoient la mise en place de Points Focaux Régionaux (PFR) opérationnels, afin de disséminer plus la culture de l'évaluation jusqu'au niveau régional au Niger.

Aujourd'hui, les contraintes, ci-dessous, hypothéquant le rayonnement le ReNSE doivent être levées avec l'appui des partenaires.

- **Le ReNSE fait face à une situation paradoxale de «WAIT AND SEE » de la part de ses partenaires et de ses membres.** En effet, si les premiers se disent disposés à appuyer l'association comme auparavant, ils observent une certaine réserve, car la mobilisation des acteurs nationaux nigériens n'est pas ce qu'elle était. De l'autre côté, une certaine frange de nationaux semblent moins en moins motivés, car ils ne remarquent pas le même type de disponibilité des partenaires à appuyer le ReNSE, à l'instar de ce qui se faisait auparavant. L'association va donc déployer tous les efforts afin que les lignes bougent de part et d'autre.
- **La mise en place des autres organes statutaires permettant de rendre opérationnel le ReNSE, n'est toujours pas effective** afin de permettre au ReNSE de répondre aux attentes de ses membres et de ses partenaires. Cet état de fait est lié à la situation paradoxale décrite ci-dessus. Le Comité de Coordination va déployer les efforts, avec l'appui des partenaires afin que les organes suivants soient effectivement mis en place : le Comité Scientifique (**CS**), les Groupes Thématiques (**GT**), la Réunion Elargie (**RE**), le Cadre de Concertation avec les Partenaires (**CCP**), les Points Focaux Régionaux (**PFR**) et le Secrétariat Permanent (**SP**).
- **L'absence d'un secrétariat permanent opérationnel du ReNSE constitue le plus gros handicap de l'association.** En effet, si le ReNSE a connu des jours de gloire, tant au Niger qu'au niveau africain et international, cela est dû au fait qu'il existait un secrétariat permanent doté du personnel et du matériel adéquats grâce à l'appui des partenaires tels que l'UNICEF et le PNUD. Le comité de coordination fait tout son possible pour maintenir un minimum de fonctionnement du ReNSE. Cependant, la modestie des moyens ne permet de répondre aux ambitions d'une organisation soucieuse d'améliorer ses performances.

V. LE PLAN D'ACTION DU ReNSE

A. Objectifs et résultats attendus du PAIR

1. Objectifs visés

L'Objectif global est de contribuer au renforcement des capacités de suivi- évaluation des politiques publiques nationales et des initiatives de Développement internationales au Niger.

L'objectif spécifique est de rendre fonctionnelles les structures organisationnelles du ReNSE et les outiller, afin qu'il puisse contribuer à l'opérationnalisation de la Politique Nationale d'Evaluation.

2. Produits attendus :

- Les capacités organisationnelles du ReNSE sont renforcées ;
- Les capacités des membres du RENSE et des acteurs nationaux sont renforcées dans le domaine du Suivi et Evaluation ;
- Un large partenariat pour le plaidoyer de l'évaluation est développé au niveau national et international ;
- Des outils de communication sont développés pour renforcer la mobilisation des membres.

B. Activités prévues :

Pour livrer les principaux résultats, les activités du projet PAIR seront regroupées dans quatre (4) axes stratégiques d'intervention.

Axe 1 : Renforcement des capacités organisationnelles :

- Recruter un secrétaire permanent (tous le processus de la rédaction des TDR, les prestations d'un cabinet de recrutement, la signature du contrat et même la formation du candidat retenu) ;
- Acquérir du matériel informatique pour un travail de qualité du Secrétaire Permanent (équipement complet de micro-ordinateur et une imprimante) ;

Axe 2 : Renforcement des capacités évaluatives :

- Organiser des journées parlementaires et au profit des conseillers (CESOC) et des décideurs de l'administration publique ;
- Organiser une journée d'information pour les PTF
- Organiser des mini ateliers d'échanges avec les autres acteurs de développement ;
- Organiser des ateliers de formation en Evaluation des politiques publiques de développement pour les membres et structures qui en font la demande ;

- Organiser des ateliers de réflexion sur l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques (avec des institutions comme le HCME, le Parlement, le CESOC la Cour des Comptes, etc.)

Axe 3 : Plaidoyer/Partenariat :

- Développer des partenariats stratégiques au niveau national avec les PTF locaux, afin de mettre en œuvre les initiatives internationales liées à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ;
- Développer les Relations avec les réseaux internationaux et participation à des conférences internationales

Axe 4 : Communication :

- Mettre à jour le site Web
- Mettre à jour les bases de données des membres
- Concevoir un dépliant pour la visibilité du ReNSE

C. Stratégie et modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de ce projet sera assurée par le Bureau Exécutif du RENSE avec l'appui d'un(e) Secrétaire Permanent(e) pour les aspects administratifs et de liaison.

Ses capacités institutionnelles étant renforcées, le ReNSE va se hisser au rang de l'une des organisations des professionnels en évaluation d'Afrique de l'ouest formalisée et nantie d'un dispositif administratif fonctionnel et durable, lui permettant de retrouver son rayonnement d'antan.

Fort de son expérience, sa stratégie fonctionnelle fera tâche d'huile en Afrique, surtout que son processus de formalisation a déjà servi d'exemple aux autres réseaux nationaux.

Un processus continue de partage d'expérience sera mis en place sous la supervision de de M. HASSANE IDE ADAMOU Vice coordonnateur du ReNSE qui assurera la liaison avec EvalMentors.

D. CALENDRIER ET BUDGETS

Le chronogramme et le budget sont décrits dans le tableau suivant :

Produits attendus	Activités	PERIODE												Coût en FCFA	
		j	f	m	a	m	j	j	a	s	o	n	d		
Les capacités des membres du RENSE et des acteurs nationaux sont renforcées dans le domaine du Suivi et Evaluation	Organiser des journées parlementaires et au profit des conseillers (CESOC) et des décideurs							x	x						A déterminer
	Organiser une journée d'information pour les PTF						x								A déterminer
	Organiser des mini ateliers d'échanges avec les autres acteurs									x	x	x	x		9 000 000
	Organiser des ateliers de formation en Evaluation des politiques publiques de développement														12 000 000
	Organiser des ateliers de réflexion sur l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques (avec des institutions comme le HCME, le Parlement, le CESOC la Cour des Comptes, etc.)							x	x	x	x	x	x		A déterminer
														21 000 000	
Un large partenariat pour le plaidoyer de l'évaluation est développé au niveau national et international	Développer des partenariats stratégiques au niveau national						x	x	x	x	x	x		A déterminer	
	Développer les Relations avec les réseaux internationaux et participation à des conférences internationales									x	x	x	x	12 000 000	
														12 000 000	
Des outils de communication sont développés pour renforcer la mobilisation des membres.	Mettre à jour le site Web						x	x	x					600 000	
	Mettre à jour les bases de données des membres						x	x	x	x	x	x	x	600 000	
	Actualiser, en deux formats, les dépliants pour la visibilité du ReNSE											x	x	500 000	
														1 700 000	

L'administration et la gestion du ReNSE sont assurées	Recruter un secrétaire permanent	x	x							200 000
	Acquérir du matériel de bureautique	x	x							1 500 000
	Assurer le secrétariat (permanence) (au moins un an)	x	x	x	x	x	x	x		1 500 000
										500 000
	Aguerrir des consommables informatiques	x	x	x						500 000
	Assurer les frais de communication	x	x	x	x	x	x	x		500 000
	Mettre en place les organes du ReNSE: Comité de Coordination (CC) et les Groupes Thématiques (GT)		x	x	x					600 000
										5 300 000
	Total Général									40 000 000